



# **REGLEMENT DE SERVICE**

## **Eau potable**

**Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement  
de Haute-Garonne**

Approuvé par le Conseil syndical du 20 mai 2019

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>1</b>
ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT .....	1
ARTICLE 2 - DROITS ET OBLIGATIONS GENERALES DE RESEAU <sup>31</sup> .....	1
ARTICLE 3 - DROITS ET OBLIGATIONS GENERALES DES ABONNES, USAGERS ET PROPRIETAIRES .....	2
ARTICLE 4 - DROITS DES ABONNES VIS-A-VIS DE LEURS DONNEES PERSONNELLES .....	3
<b>CHAPITRE II - ABONNEMENTS .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 5 - TYPES D'ABONNEMENT .....	4
ARTICLE 6 - REGLES GENERALES DES ABONNEMENTS .....	4
ARTICLE 7 - DEMANDES D'ABONNEMENT .....	5
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'OBTENTION DES ABONNEMENTS .....	6
ARTICLE 9 - FRAIS D'ACCES AU RESEAU.....	6
ARTICLE 10 - RESILIATION D'ABONNEMENT.....	6
ARTICLE 11 - CESSATION DE FOURNITURE D'EAU.....	7
ARTICLE 12 - ABONNEMENTS POUR LES EQUIPEMENTS PUBLICS .....	7
ARTICLE 13 - ABONNEMENTS INDUSTRIELS .....	7
ARTICLE 14 - PRISES D'EAU AUTRES QUE DES BRANCHEMENTS D'IMMEUBLES .....	8
<b>CHAPITRE III - BRANCHEMENTS.....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 15 - DEFINITION ET PROPRIETE.....	8
ARTICLE 16 - NOUVEAUX BRANCHEMENTS.....	9
ARTICLE 17 - GESTION DES BRANCHEMENTS .....	9
ARTICLE 18 - RESPONSABILITES .....	10
ARTICLE 19 - MODIFICATIONS DES BRANCHEMENTS .....	10
ARTICLE 20 - MANŒUVRE DES BRANCHEMENTS .....	10
ARTICLE 21 - SUPPRESSION DEFINITIVE DES BRANCHEMENTS FERMES EN CAS D'OPERATIONS DE RENOVATION .....	11
<b>CHAPITRE IV - COMPTEURS .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 22 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES COMPTEURS .....	11
ARTICLE 23 - EMBLACEMENT DES COMPTEURS.....	11
ARTICLE 24 - PROTECTION DES COMPTEURS.....	12
ARTICLE 25 - COMPTEURS DES CONSTRUCTIONS COLLECTIVES.....	12
ARTICLE 26 - REMPLACEMENT DU SYSTEME DE COMPTAGE.....	12
ARTICLE 27 - RELEVES DES COMPTEURS MANUELS .....	12
ARTICLE 28 - RELEVES DES COMPTEURS A DISTANCE .....	13
ARTICLE 29 - VERIFICATION ET CONTROLE DES COMPTEURS .....	13
<b>CHAPITRE V - INSTALLATIONS INTERIEURES .....</b>	<b>14</b>

ARTICLE 30 - DEFINITION DES INSTALLATIONS INTERIEURES.....	14
ARTICLE 31 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES INSTALLATIONS INTERIEURES .....	14
ARTICLE 32 - CONTROLE DES INSTALLATIONS INTERIEURES.....	14
ARTICLE 33 - APPAREILS INTERDITS .....	15
ARTICLE 34 - ABONNES UTILISANT D'AUTRES RESSOURCES EN EAU .....	15
ARTICLE 35 - MISE A LA TERRE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES .....	15
ARTICLE 36 - PROTECTION ANTI-RETOUR.....	16

## CHAPITRE VI - CONTRÔLE DES RESEAUX PRIVES .....

16

ARTICLE 37 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES.....	16
ARTICLE 38 - RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC DES OPERATIONS SOUMISES A L'AUTORISATION D'AMENAGEMENT ET DES OPERATIONS GROUPEES DE CONSTRUCTION .....	16
ARTICLE 39 - CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC DES RESEAUX PRIVES.....	17
ARTICLE 40 - CAS DES LOTISSEMENTS NON RECEPTIONNES AVANT LA MISE EN APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT .....	17

## CHAPITRE VII - DISPOSITIONS PARTICULIERES REGISSANT L'INDIVIDUALISATION DES ABONNEMENTS EN HABITAT COLLECTIF .....

18

ARTICLE 41 - DEMANDE D'INDIVIDUALISATION DES ABONNEMENTS .....	18
ARTICLE 42 - CONDITIONS PREALABLES A L'ABONNEMENT INDIVIDUEL EN IMMEUBLE COLLECTIF.....	18
ARTICLE 43 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE .....	18
ARTICLE 44 - FACTURATION DES CONSOMMATIONS .....	19
ARTICLE 45 - RESPONSABILITES EN DOMAINE « PRIVE » DE L'IMMEUBLE .....	19
ARTICLE 46 - RESILIATION DES ABONNEMENTS PRINCIPAUX ET SECONDAIRES .....	19

## CHAPITRE VIII - TARIFS.....

20

ARTICLE 47 - FIXATION DES TARIFS .....	20
ARTICLE 48 - FRAIS REELS REPERCUTES A L'USAGER.....	20
ARTICLE 49 - PERTES D'EAU.....	21

## CHAPITRE IX - PAIEMENTS.....

22

ARTICLE 50 - REGLES GENERALES .....	22
ARTICLE 51 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU.....	22
ARTICLE 52 - PAIEMENT DES AUTRES PRESTATIONS.....	22
ARTICLE 53 - ECHEANCE DES FACTURES .....	22
ARTICLE 54 - RECLAMATIONS.....	22
ARTICLE 55 - DIFFICULTES DE PAIEMENT .....	23
ARTICLE 56 - DEFAUTS DE PAIEMENT .....	23
ARTICLE 57 - REMBOURSEMENTS.....	23

## CHAPITRE X - PERTURBATIONS DE LA FOURNITURE D'EAU.....

24

ARTICLE 58 - INTERRUPTION DE LA FOURNITURE D'EAU .....	24
ARTICLE 59 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION.....	24

ARTICLE 60 - DEMANDE D'INDEMNITES .....	24
ARTICLE 61 - EAU NON CONFORME AUX CRITERES DE POTABILITE .....	24
<b><u>CHAPITRE XI - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE .....</u></b>	<b><u>26</u></b>
ARTICLE 62 - DEFENSE CONTRE L'INCENDIE.....	26
<b><u>CHAPITRE XII - INFRACTIONS .....</u></b>	<b><u>27</u></b>
ARTICLE 63 - INFRACTIONS ET POURSUITES.....	27
ARTICLE 64 - MESURES DE SAUVEGARDE PRISES PAR LA COLLECTIVITE .....	27
ARTICLE 65 - FRAIS D'INTERVENTION .....	27
<b><u>CHAPITRE XIII - DISPOSITIONS D'APPLICATION .....</u></b>	<b><u>28</u></b>
ARTICLE 66 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS .....	28
ARTICLE 67 - DATE D'APPLICATION .....	28
ARTICLE 68 - MODIFICATION DU REGLEMENT .....	28
ARTICLE 69 - APPLICATION DU REGLEMENT .....	28
<b><u>ANNEXE – TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU PRESENT REGLEMENT (LISTE NON EXHAUSTIVE).....</u></b>	<b><u>29</u></b>

Le présent règlement définit le cadre des relations existantes entre le service public de distribution d'eau potable et les usagers.

Le Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de Haute-Garonne – RESEAU<sub>31</sub>, qui se substitue aux communes qui lui ont transféré leurs compétences, est désigné ci-après « RESEAU<sub>31</sub> ».

Le présent règlement rappelle les obligations légales et réglementaires et fixe les droits et obligations de RESEAU<sub>31</sub> et des usagers.

Le règlement est remis à l'abonné, lors de l'accès au service ou adressé par un courrier postal ou électronique. Il est également téléchargeable sur le site [www.reseau31.fr](http://www.reseau31.fr).

### Article 1 - OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau à partir du réseau public. Il définit les prestations assurées par le service de distribution d'eau potable ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

**L'abonné** est la personne qui a souscrit un contrat d'abonnement auprès de RESEAU<sub>31</sub>, ou ses ayants-droits en cas de décès.

**L'utilisateur** est la personne qui utilise l'eau potable issue du réseau public de distribution.

**L'occupant** est la personne qui habite le lieu desservi par le réseau public de distribution.

**Le propriétaire** est la personne qui est propriétaire de l'immeuble concerné. Dans le cas d'un immeuble comportant plusieurs propriétaires, c'est la copropriété qui est considérée comme étant propriétaire de l'immeuble.

**L'exploitant** du service est la personne morale chargée d'assurer le service public de distribution d'eau potable.

L'occupant, l'utilisateur, l'abonné et le propriétaire peuvent être, selon le cas, la même personne physique ou morale, ou des personnes distinctes.

### Article 2 - DROITS ET OBLIGATIONS GENERALES DE RESEAU<sub>31</sub>

**2.1** RESEAU<sub>31</sub> distribue l'eau aux immeubles situés dans la zone desservie ou à desservir par le réseau dans les communes faisant partie de RESEAU<sub>31</sub>, dans la mesure où les installations existantes le permettent et tant que les conditions énumérées aux articles suivants sont remplies.

**2.2** RESEAU<sub>31</sub> réalise l'ensemble des installations de distribution, et le cas échéant de captage, de transport, de stockage, de traitement d'eau, compteurs d'abonnés inclus. Elle en est seule propriétaire ou détenteur des droits patrimoniaux. Le chapitre VII précise les responsabilités et droits de RESEAU<sub>31</sub> spécifiques à l'individualisation des abonnements en habitat collectif.

**2.3** Lorsque l'abonné utilise une ressource en eau autre que le réseau public, les agents du service public ont également accès aux installations permettant cette utilisation, dans les conditions prévues à l'article 32.

**2.4** RESEAU<sub>31</sub> gère, exploite, entretient, répare et rénove tous les ouvrages et installations du réseau public d'alimentation en eau. RESEAU<sub>31</sub> n'intervient pas sur les installations privées après compteur des abonnés et sur les colonnes montantes des immeubles collectifs d'habitation.

**2.5** RESEAU<sub>31</sub> est seul autorisé à faire exécuter les réparations et transformations nécessaires sur les ouvrages et installations du réseau public d'alimentation en eau pour assurer aux abonnés la distribution d'une eau de qualité satisfaisante en quantité suffisante.

**2.6** RESEAU<sub>31</sub> est tenu d'assurer la continuité de la fourniture d'eau présentant les qualités imposées par la réglementation en vigueur, sauf lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, défaillance imprévue, travaux, incendie, ...) et sous réserve des conditions fixées à l'article 61.

**2.7** RESEAU<sub>31</sub> est tenu d'informer les usagers ainsi que la commune concernée de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (consommation, bain, arrosage, ..).

Tout justificatif de la conformité de l'eau à la réglementation, en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout usager qui en fait la demande. Une note de synthèse est adressée chaque année aux abonnés.

**2.8** RESEAU<sub>31</sub> se réserve le droit de suspendre ou de limiter, dans certains cas sans préavis, la distribution d'eau, conformément aux dispositions du chapitre V. RESEAU<sub>31</sub> se réserve également le droit de fixer une limite maximale pour les quantités d'eau fournies aux établissements industriels ou

à d'autres abonnés susceptibles d'utiliser des volumes importants. En cas de manque ou de danger d'insuffisance d'eau, RESEAU<sub>31</sub> peut exclure temporairement les consommateurs susvisés de la fourniture d'eau.

**2.9** Les agents de RESEAU<sub>31</sub> doivent être munis d'un signe distinctif et être porteur d'une carte professionnelle lorsqu'ils pénètrent dans une propriété privée dans le cadre d'une des missions prévues par le présent règlement.

**2.10** RESEAU<sub>31</sub> est à la disposition des abonnés pour répondre aux questions concernant la distribution d'eau.

**2.11** Les éléments de protection contre l'incendie (poteaux, bouches, ...) installés sur le réseau public de distribution en eau potable sont considérés comme des organes de celui-ci, mais restent également soumis à la réglementation relative à la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

### **Article 3 - DROITS ET OBLIGATIONS GENERALES DES ABONNES, USAGERS ET PROPRIETAIRES**

**3.1** Les abonnés et les usagers sont tenus de payer les fournitures d'eau ainsi que les autres prestations assurées par RESEAU<sub>31</sub> que le présent règlement met à leur charge ou expressément demandées par eux, lorsqu'il s'agit de services facultatifs.

**3.2** Les abonnés et usagers sont également tenus de se conformer à toutes les dispositions du présent règlement. En particulier, il est formellement interdit à tout propriétaire, usager ou abonné :

- **3.2.1** : de raccorder, à partir du branchement d'un immeuble desservi par le réseau d'eau potable, un immeuble voisin, même situé sur une même propriété, sauf accord exprès de RESEAU<sub>31</sub> et des parties concernées.
- **3.2.2** : de pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de leur branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur individuel. Les particularités liées à l'individualisation des abonnements en habitat collectif sont détaillées dans le chapitre VII.
- **3.2.3** : de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les cachets en plomb ou les bagues de scellement ou les dispositifs de relève à distance de l'index, ou d'en empêcher l'accès aux agents de RESEAU<sub>31</sub>.
- **3.2.4** : de faire sur leur branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets de purge d'arrêt avant compteur.

**3.3** Tout manquement aux dispositions de l'article 3.2 du fait du risque qu'il fait peser sur l'intégrité ou la salubrité des installations, expose l'utilisateur à la fermeture immédiate de son branchement sans présumer des poursuites que RESEAU<sub>31</sub> pourrait exercer contre lui.

**3.4** Les propriétaires d'immeubles, les usagers et les abonnés doivent accorder toutes les facilités nécessaires aux agents du service public pour leur permettre d'accéder aux installations de distribution d'eau, même situées sur propriété privée. Il est notamment interdit :

- De faire obstacle à l'entretien et à la vérification du branchement par les agents de RESEAU<sub>31</sub>,
- De faire obstacle au contrôle du branchement ou au relevé des compteurs,

**3.5** Les autres obligations des abonnés et usagers sont précisées dans les chapitres II à IX du présent règlement.

**3.6** Conformément aux dispositions du code de la consommation, les personnes physiques n'agissant pas dans le cadre d'activités commerciales, industrielles, artisanales ou libérales sont considérées comme des consommateurs ainsi que, par extension, en cas de contrats conclus à distance et hors établissement à compter du 14 juin 2014, les entreprises employant moins de 5 salariés n'exerçant pas dans le champ d'activité de RESEAU<sub>31</sub>. Le consommateur bénéficie des droits suivants :

- **3.6.1** : Droit à l'information

Les consommateurs bénéficient d'une information précontractuelle, portant notamment sur les caractéristiques essentielles du bien ou du service proposé, de son prix, de la date d'exécution, des garanties légales dont est tenu RESEAU<sub>31</sub>, des coordonnées de

RESEAU<sub>31</sub> et de son médiateur, d'une information, portant sur une consommation responsable de l'eau, ainsi que, dans le cas de contrats conclus à distance ou hors établissement, des modalités d'exercice du droit de rétractation.

L'ensemble des informations précitées fait l'objet d'un document d'information précontractuelle à compléter le cas échéant en cas de commencement d'exécution avant l'expiration du délai de rétractation et à déposer ou à retourner obligatoirement signé à RESEAU<sub>31</sub> concomitamment à toute demande de service (souscription d'abonnement, demande de branchement, ...). L'acceptation de toute demande entrant dans le champ de la consommation par RESEAU<sub>31</sub> est conditionnée à l'accord exprès du consommateur concernant les clauses du document d'information précité, celles-ci étant intégrées au futur contrat objet de la demande.

- **3.6.2 : Droit de rétractation**

S'agissant des contrats conclus à distance et hors établissement, les consommateurs disposent d'un délai de rétractation de 14 jours calendaires qui commence à courir à compter du jour de la conclusion du contrat.

Ce délai s'ajoute aux délais d'exécution mentionnés par ailleurs au présent règlement.

Toutefois, le consommateur peut solliciter expressément la réalisation immédiate et anticipée des prestations dans les conditions prévues par la réglementation.

Ce droit à rétractation s'exerce sans avoir à justifier du motif ni à supporter de pénalités par l'intermédiaire du formulaire mis à disposition par RESEAU<sub>31</sub>. L'exercice sans ambiguïté du droit de rétractation met fin aux obligations des parties. La charge de la preuve du droit de rétractation est à la charge du consommateur.

- **3.6.3 : Conséquences financières**

S'agissant des contrats conclus à distance et hors établissement, il ne sera réclamé aucun paiement avant l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la conclusion du contrat, excepté pour les travaux d'entretien et de réparation urgents sollicités expressément. En cas de rétractation faite postérieurement au commencement d'exécution du contrat autorisé expressément par le consommateur, ce dernier reste redevable des sommes correspondantes au service rendu.

#### **Article 4 - DROITS DES ABONNES VIS-A-VIS DE LEURS DONNEES PERSONNELLES**

**4.1** RESEAU<sub>31</sub> assure la gestion des informations à caractère nominatif des abonnés, usagers et propriétaires dans les conditions de confidentialité et de protection des données définies par la réglementation en vigueur. La collecte des données est établie pour l'exécution du service public de distribution d'eau potable et la gestion des abonnements ; à ce titre les données collectées sont nécessaires à l'exécution de ce service et à sa facturation, et doivent être obligatoirement transmises dans ce cadre, faute de quoi un abonnement ne pourra être accordé. Elles ne sont pas transmises à des tiers et sont conservées pour la durée de leur utilisation augmentée des délais de recours.

**4.2** Tout abonné, usager ou propriétaire justifiant de son identité, a le droit de consulter gratuitement dans les locaux de RESEAU<sub>31</sub> l'ensemble des informations à caractère nominatif le concernant personnellement. Il peut également obtenir, sur simple demande à RESEAU<sub>31</sub>, la communication d'un exemplaire de ces documents le concernant à un coût n'excédant pas celui des photocopies nécessaires. RESEAU<sub>31</sub> doit procéder à la rectification des erreurs portant sur des informations à caractère nominatif qui lui sont signalées par les personnes concernées. La production de justificatifs par l'abonné, l'utilisateur ou le propriétaire peut être exigée par RESEAU<sub>31</sub>.

**4.3** RESEAU<sub>31</sub> a désigné un Délégué à la Protection des données auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour garantir les droits des personnes en la matière. Il pourra être saisi par toute personne, soit par courrier adressé à son attention au siège de RESEAU<sub>31</sub>, soit via le site internet.

### Article 5 - TYPES D'ABONNEMENT

Le présent règlement prévoit plusieurs types d'abonnement.

**5.1** Les abonnements pour usage domestique ou assimilé (commercial ou tertiaire) de l'eau. Ils comprennent :

- l'abonnement individuel, pour une construction individuelle ou une activité commerciale ou tertiaire faisant une utilisation de l'eau comparable à un usage domestique;
- l'abonnement principal, pour les immeubles collectifs, accordé au propriétaire ou à la copropriété pour le compteur général qui comptabilise la consommation totale de l'immeuble,
- l'abonnement secondaire, pour des immeubles collectifs, accordé à chaque occupant des appartements ou locaux individuels de l'immeuble, en cas d'individualisation, qu'il soit propriétaire ou locataire,

Les abonnements principal et secondaire sont accordés pour les immeubles collectifs d'habitation en cas de demande d'individualisation des abonnements, sous réserve du respect des conditions fixées dans le chapitre VII.

Il est précisé que pour un immeuble qui possède uniquement un compteur général, le nombre de parts fixes qui seront facturées correspond au nombre de logements de l'immeuble.

**5.2** Les abonnements pour usage industriel de l'eau, tels que définis à l'article 13

Ils sont réservés aux établissements faisant un usage industriel de l'eau potable, dont la consommation d'eau est supérieure à un seuil fixé par délibération de RESEAU<sup>31</sup>.

**5.3** Les abonnements pour usage agricole de l'eau.

Ils sont réservés aux personnes physiques et morales justifiant de l'exercice d'une activité agricole. Cet abonnement nécessite la mise en place d'un compteur spécifique à l'activité agricole. Cet abonnement s'applique exclusivement aux communes classées en zone de montagne. Il est rappelé que le classement des communes en zone de montagne repose sur les dispositions du règlement n°1257/1999 du Conseil de l'Union Européenne du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural et plus particulièrement sur son article 18 pour la montagne, et la directive 76/401/CEE du Conseil du 6 avril 1976 (détermination précise des critères pour le classement en France en zone de montagne).

**5.4** Les abonnements pour usage de l'eau ne générant pas de rejet d'eau usée dans le réseau public de collecte des eaux usées.

Ils sont identiques aux abonnements ordinaires et ne donnent pas lieu à la perception de la redevance d'assainissement. Ils sont réservés aux personnes et établissements qui demandent un branchement exclusivement utilisé pour un ou plusieurs usages ne générant aucun rejet dans le réseau public de collecte des eaux usées

**5.5** Les abonnements temporaires pour les demandes de fourniture provisoire d'eau (manifestation légale, exposition, chantiers, ...).

**5.6** Les abonnements pour équipements publics tels que définis à l'article 12.

### Article 6 - REGLES GENERALES DES ABONNEMENTS

**6.1** Les abonnements individuels sont accordés aux propriétaires ou occupants des immeubles raccordés. Les modalités spécifiques aux abonnements principaux et secondaires en habitat collectif sont traitées au chapitre VII.



**6.2** RESEAU<sub>31</sub> est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de deux jours ouvrés suivant la signature de la demande d'abonnement s'il s'agit d'un branchement existant sans travaux de réalisation ou rénovation du branchement existant. S'il s'agit d'un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de la demande.

**6.3** Les abonnements sont souscrits pour une durée indéterminée.

**6.4** L'abonné reste redevable de la part fixe et des consommations jusqu'au jour de la résiliation de l'abonnement.

**6.5** Le tarif de la fourniture d'eau est fixé comme indiqué aux articles 47 et 48 du présent règlement, à l'exception des abonnements spéciaux visés aux articles 13 (abonnements industriels) et 14 (prises d'eau autres que le branchement d'immeubles) pour lesquels le tarif est fixé par convention particulière.

**6.6** Pour les constructions collectives n'ayant pas fait l'objet d'une individualisation des abonnements, le propriétaire, le gérant ou le syndic a seul qualité pour demander un abonnement. Il fera son affaire de la répartition éventuelle des redevances inhérentes à son abonnement.

**6.7** En aucun cas, RESEAU<sub>31</sub> ne peut être mis en cause ou n'interviendra dans les différends entre le propriétaire et les locataires ou occupants, à l'exception des litiges dont le préjudice subi résulte d'une faute commise par RESEAU<sub>31</sub>.

**6.8** L'abonné peut demander à tout moment la résiliation de son abonnement. RESEAU<sub>31</sub> peut également constater la résiliation de fait de l'abonnement si un autre occupant prend la qualité de l'abonné pour ce même point de consommation dans les conditions inscrites à l'article 7. Il est alors mis fin à l'abonnement au plus tard quinze jours après la date de la réception de la demande ou à la date définie par l'abonné si celle-ci est postérieure, et le cas échéant la fourniture d'eau peut cesser dans les conditions inscrites à l'article 10.2.

**6.9** Quel que soit le motif de la résiliation d'abonnement, l'abonné doit payer :

- a) la part fixe du tarif (coût d'abonnement) pour la période concernée,
- b) la part variable du tarif correspondant au volume d'eau consommé.

## **Article 7 - DEMANDES D'ABONNEMENT**

**7.1** Souscription d'abonnement :

La demande de souscription d'abonnement doit être formulée par le propriétaire de l'immeuble ou par l'occupant auprès de RESEAU<sub>31</sub>, sous réserve des dispositions de l'article 6. Par la signature de cette demande, le demandeur prend la qualité d'abonné et se soumet aux dispositions du présent Règlement dont un exemplaire lui sera remis.

En outre, l'individualisation des abonnements en habitat collectif donne lieu à des modalités particulières de souscription précisées au chapitre VII.

**7.2** Entrée d'un nouvel occupant dans un immeuble équipé d'un compteur :

L'entrée d'un nouvel occupant ou le changement de propriétaire dans un lieu équipé d'un compteur (individuel ou secondaire) donne lieu à la souscription préalable d'un abonnement d'eau. RESEAU<sub>31</sub> constatera la résiliation de fait de l'abonnement de l'occupant sortant dans les délais inscrits à l'article 6.8 si celui-ci n'a pas procédé à cette démarche au préalable.

**7.3** Demande de branchement

Toute demande de branchement devra obligatoirement être accompagnée d'une demande de souscription d'abonnement. Au moment de sa demande de branchement, le propriétaire déclare son usage prévisionnel de l'eau au sein des catégories suivantes : usage domestique de l'eau, usage agricole de l'eau, usager industriel de l'eau.

Le propriétaire desservi par l'un des deux derniers usages cités ci-dessus devra présenter les justifications démontrant que l'activité correspondante est exercée et que l'eau sera utilisée pour cette activité.

Le propriétaire peut également déclarer que l'usage de l'eau projeté ne générera pas d'eaux usées rejetées vers le réseau public de collecte. Il devra démontrer l'absence de rejet dans le réseau public de collecte des eaux usées.

## **Article 8 - CONDITIONS D'OBTENTION DES ABONNEMENTS**

**8.1** RESEAU<sub>31</sub> est tenu de fournir de l'eau à tout abonné dont l'immeuble est raccordé au réseau de distribution d'eau dans un délai de 2 jours ouvrés au maximum, après réception de la demande d'abonnement dûment remplie et signée (formulaire « j'emménage »), sous réserve des dispositions de l'alinéa 8.3. Toutefois, le service public est habilité à contrôler, s'il le juge utile, dans les conditions précisées à l'article 31, les installations privées du demandeur, et la fourniture de l'eau peut être refusée jusqu'à l'achèvement des travaux de mise en conformité prescrits par le service public lorsque les installations privées du demandeur risquent de contaminer l'eau du réseau public de distribution. Lorsque l'immeuble n'est pas desservi directement par un réseau, RESEAU<sub>31</sub> est seule habilitée à déterminer les conditions techniques et financières de l'extension à envisager.

**8.2** Les immeubles à usage d'habitation, indépendants ou contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf autorisation spéciale délivrée par RESEAU<sub>31</sub>.

**8.3** Dans les cas où est nécessaire soit un branchement neuf, soit la remise en état d'un branchement ancien, l'eau ne sera fournie qu'après la réalisation des trois conditions suivantes :

- **8.3.1** : la fin des travaux de création ou de remise en état du branchement exécuté dans les conditions fixées à l'article 16,
- **8.3.2** : la mise en place du compteur,
- **8.3.3** : le paiement le cas échéant des sommes dues par le propriétaire,

**8.4** L'abonnement est refusé dans les cas prévus par le code de l'urbanisme, notamment lorsque le branchement neuf nécessaire pour fournir de l'eau serait utilisé pour l'alimentation d'une construction illicite.

**8.5** Si l'implantation de la construction ou le débit demandé nécessite la réalisation d'un renforcement, d'une extension de la canalisation publique ou des aménagements techniques internes, l'abonnement sera accordé par RESEAU<sub>31</sub> dans le respect des conditions techniques et financières définies par la réglementation. Si la demande d'abonnement se heurte à des difficultés particulières d'ordre technique compte tenu des caractéristiques des ouvrages publics existants, RESEAU<sub>31</sub> peut imposer des conditions particulières d'abonnement (débit et/ou pression limitée) ou même refuser l'abonnement.

**8.6** Le demandeur appuie sa demande d'une pièce permettant de prouver son identité (carte nationale d'identité, passeport ou permis de conduire, extrait KBis pour une entreprise, ...). Une fois la procédure d'abonnement terminée, les éventuelles copies de documents d'identité seront détruites.

## **Article 9 - FRAIS D'ACCES AU RESEAU**

Tout abonnement est accordé, moyennant le paiement par l'abonné des frais d'accès correspondant au coût des prestations administratives que le service public assure pour fournir l'eau à ce nouvel abonné. Le montant de ces frais est fixé comme indiqué à l'article 47.

## **Article 10 - RESILIATION D'ABONNEMENT**

La résiliation de l'abonnement à la demande de l'abonné n'implique pas la fermeture du branchement qui reste de la responsabilité du propriétaire.

**10.1** Deux types de demande de résiliation d'abonnement sont possibles :

- **10.1.1 : Résiliation d'abonnement avec transfert d'abonnement**

L'abonné présente, en cours d'abonnement, sa demande de transfert d'abonnement conjointement avec un tiers pour un même branchement. Dans ce cas, la résiliation de l'abonnement est effectuée sans frais et un nouvel abonnement est établi dans les conditions fixées par le présent règlement. La continuité de la fourniture de l'eau est assurée lors du transfert de l'abonnement. L'abonné indique, avec sa demande de transfert d'abonnement, l'index de consommation de son compteur, faute de quoi la demande ne pourra être acceptée. Faute de demande de réalisation immédiate et

anticipée de la prestation par le nouvel abonné (article 3.6), le transfert ne pourra être effectué et l'abonnement sera résilié dans les conditions inscrites à l'article 11.

- **10.1.2 : Résiliation d'abonnement avec cessation de fourniture d'eau**

L'absence de transfert d'abonnement est susceptible de donner lieu à la cessation de la fourniture d'eau dans les conditions inscrites à l'article 11.

**10.2** Les abonnements prennent fin à la demande expresse des abonnés telle que décrite dans le présent article, au plus tard quinze jours après la date de la réception de la demande ou à la date définie par l'abonné si celle-ci est postérieure.

**10.3** Quel que soit le motif de la résiliation d'abonnement l'abonné doit payer :

- **10.3.1** : la part fixe du tarif pour la durée d'abonnement,
- **10.3.2** : la partie du tarif correspondant au volume d'eau consommé,

## **Article 11 - CESSATION DE FOURNITURE D'EAU**

Dès lors que l'abonné a demandé la résiliation de l'abonnement dans les conditions définies à l'article 10.1.2, RESEAU<sub>31</sub> se réserve la possibilité de procéder à la suppression physique du branchement (démontage de l'organe de sectionnement). L'opération de démontage est préalablement notifiée au propriétaire, deux possibilités s'offrent à lui :

- **A)** Il présente une nouvelle demande d'abonnement dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification, et prend en charge les frais correspondant à la remise en service du branchement (frais d'accès, remise en état du branchement avec repose du compteur...),
- **B)** Il ne souhaite pas présenter de nouvelle demande d'abonnement et le branchement est supprimé physiquement. Pour toute nouvelle fourniture d'eau postérieure au démontage du branchement, un nouvel abonnement devra être conclu par l'abonné dans les conditions décrites aux articles 6 à 9 du présent règlement, avec prise en charge des frais d'accès et de travaux de réalisation d'un nouveau branchement.

## **Article 12 - ABONNEMENTS POUR LES EQUIPEMENTS PUBLICS**

Les abonnements pour les équipements implantés sur le domaine public appartenant notamment aux catégories suivantes : bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, WC publics, bouches de lavage, d'arrosage sont consentis aux communes ou aux établissements publics. L'eau consommée par ces appareils fera l'objet d'un comptage. Les opérations de surveillance, vérification, entretien et réparation des équipements publics mentionnés ci-dessus sont la charge du bénéficiaire de l'abonnement.

## **Article 13 - ABONNEMENTS INDUSTRIELS**

En cas de nécessité, des conditions particulières d'abonnement peuvent être fixées par RESEAU<sub>31</sub>. Ces conditions peuvent porter notamment sur :

- Des périodes temporaires d'interdiction de certains usagers de l'eau ou une limite maximale des quantités fournies,
- Des conditions spécifiques d'alimentation en eau et/ou de protection du réseau public, en particulier lorsque l'abonné dispose de bouches ou poteaux d'incendie dans ses installations intérieures,
- Des modalités spécifiques de facturation.

## **Article 14 - PRISES D'EAU AUTRES QUE DES BRANCHEMENTS D'IMMEUBLES**

**14.1** Il est strictement interdit à quiconque de prélever de l'eau sur le réseau public par un autre moyen qu'un branchement autorisé dans le cadre d'un abonnement. En particulier, l'utilisation des prises d'incendie ou de bouches de lavage est interdite, ces prises ne devant être manœuvrées que par les agents de RESEAU<sub>31</sub> ou par les services du Service Départemental d'Incendie et de Secours. Tout manquement donnera lieu à des poursuites judiciaires et à la facturation d'un volume d'eau qui sera fixé par délibération de RESEAU<sub>31</sub>.

**14.2** Dans le cas où, pour des opérations de construction ou autres aménagements, la réalisation d'un nouveau branchement n'est pas possible avant le début des travaux, l'entreprise intervenant sur les lieux pourra exceptionnellement être autorisée à prélever de l'eau aux prises d'incendie et aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale qui sera fournie par RESEAU<sub>31</sub> selon les conditions fixées par délibération de RESEAU<sub>31</sub>. Les modalités de l'eau consommée seront également fixées par délibération de RESEAU<sub>31</sub>. Si des besoins en eau ponctuels autres que pour les travaux de construction ou autres aménagements étaient formulés, l'intéressé, qui devra en faire la demande auprès de RESEAU<sub>31</sub>, pourra être autorisé à disposer d'une prise d'eau qui pourra être installée par les agents de RESEAU<sub>31</sub> aux frais du demandeur. Le remplissage d'une piscine par ce biais n'exonère pas l'utilisateur du paiement de la part assainissement du tarif de vente d'eau. Les prises d'eau fournies par RESEAU<sub>31</sub> sont placées sous la surveillance de l'utilisateur et seront toujours en bon état de fonctionnement. En cas d'endommagement de la prise d'eau au cours de son usage par l'intéressé, ce dernier sera tenu d'en informer immédiatement RESEAU<sub>31</sub>, les frais de réparation étant à la charge de l'utilisateur. Il en sera de même en cas d'avarie au poteau qui a servi à l'installation de la prise d'eau ou au réseau par suite d'une fausse manœuvre de l'utilisateur.

### **CHAPITRE III - BRANCHEMENTS**

## **Article 15 - DEFINITION ET PROPRIETE**

**15.1** Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- **A)** : la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- **B)** : le robinet de prise et la bouche à clé,
- **C)** : la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- **D)** : le regard abritant le compteur (individuel ou principal) le cas échéant,
- **E)** : le support du compteur,
- **F)** : le robinet avant compteur,
- **G)** : le compteur (individuel ou principal) et les dispositifs de relève à distance de l'index le cas échéant,
- **H)** : le clapet anti-retour avec purgeur amont-aval (ou robinet de purge), à l'exclusion du joint de la sortie vers l'installation intérieure de l'abonné ou la colonne montante.

L'ensemble du branchement défini ci-dessus, parfois qualifié de branchement dans sa partie publique, est un équipement propre de l'abonné qui fait cependant partie du service public qui appartient à RESEAU<sub>31</sub>. A ce titre, les abonnés, usagers, propriétaires et occupants doivent se conformer aux dispositions du présent règlement concernant les branchements. Le présent règlement entend par branchement les seuls ouvrages recensés ci-avant.

Dans le cadre de l'individualisation des abonnements en habitat collectif, seul le dispositif de comptage secondaire comprenant uniquement le compteur et le dispositif de lecture à distance posé sur les installations intérieures de distribution d'eau avant chaque local individuel est considéré comme propriété de RESEAU<sub>31</sub>.

**15.2** Les colonnes montantes et les conduites intérieures, reliant les branchements des constructions collectives aux installations intérieures des occupants, ne sont pas des ouvrages publics et ne font pas partie des branchements.

En cas d'individualisation des abonnements en immeubles collectifs, les installations intérieures de distribution d'eau situées entre le compteur principal et les compteurs secondaires ne sont pas des ouvrages publics et appartiennent au propriétaire de l'immeuble ou copropriétaires.

Il en est de même pour toutes les canalisations situées après le compteur public sur un terrain privé de camping ou les terrains aménagés pour les habitations légères de loisirs.

**15.3** Pour les branchements réalisés antérieurement à l'adoption du présent règlement, RESEAU<sub>31</sub> se réserve la possibilité de réaliser ou le cas échéant de modifier l'implantation du branchement pour le mettre en conformité avec les dispositions du présent article ainsi qu'avec les articles 22 et 23 du présent règlement.

**15.4** Dans certains cas, comme des établissements industriels, des équipements particuliers sont installés sur le branchement (poteau d'incendie, réseau d'incendie armé...). Ils relèvent également de la responsabilité de l'abonné.

## **Article 16 - NOUVEAUX BRANCHEMENTS**

**16.1** Chaque immeuble devra disposer au minimum d'un branchement particulier. En cas de division d'une propriété composée de plusieurs immeubles, précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un branchement particulier. Le tracé précis du branchement, son diamètre, le matériau à employer, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur sont fixés par RESEAU<sub>31</sub>, après concertation avec le propriétaire. Le propriétaire recueille, au besoin, les servitudes nécessaires à l'établissement de son branchement.

**16.2** Si, pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire ou l'abonné demande des modifications aux caractéristiques arrêtées, RESEAU<sub>31</sub> pourra lui donner satisfaction sous réserve qu'il prenne en charge les frais en résultant.

RESEAU<sub>31</sub> dispose de la faculté de les refuser lorsqu'elles ne sont pas compatibles avec des conditions normales d'exploitation.

**16.3** Toute demande de branchement doit faire l'objet d'une demande conformément à procédure décrite par RESEAU<sub>31</sub>.

**16.4** Le branchement sera réalisé en totalité par RESEAU<sub>31</sub> aux frais du demandeur, selon un tarif résultant de l'application des articles 47 et 48.

**16.5** Le branchement est réalisé dans un délai d'un mois après que le dossier de demande de branchement ait été déclaré complet et que l'utilisateur ait fait part de son accord sur les conditions de sa réalisation, ou à une date postérieure convenue avec l'utilisateur.

## **Article 17 - GESTION DES BRANCHEMENTS**

**17.1** RESEAU<sub>31</sub> assure l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties de branchements telles que définies à l'article 15.1.

**17.2** RESEAU<sub>31</sub> assure également l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties de branchements situées dans les propriétés privées, y compris les travaux de fouilles et de remblais nécessaires. Les abonnés sont informés de la date de ces interventions par un courrier ou par la remise d'un avis de passage. RESEAU<sub>31</sub> ne pourra pas être tenu responsable de la non-réalisation des interventions nécessaires sur les branchements lorsque cette non-réalisation est la conséquence d'une impossibilité d'accéder à l'intérieur d'une propriété.

**17.3** L'entretien, les réparations et le renouvellement visés à l'alinéa précédent ne comprennent pas :

- **A)** : la remise en état des lieux consécutive à ces interventions. La fermeture de la fouille est assurée par RESEAU<sub>31</sub> dans la limite d'un remblai et d'un compactage des fouilles dans les règles de l'art (à l'exclusion notamment des réfections de pelouses, d'enrobés, de plantations, de pavages et des travaux de terrassement supérieurs à 1,50 m de profondeur, et de tout aménagement particulier de surface),

- **B)** : la remise en état des aménagements empêchant ou limitant l'accès au dispositif de comptage,
- **C)** : les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné,

**17.4** RESEAU<sub>31</sub> réalisera ces travaux en propriété privée en veillant à réduire au maximum les dommages causés aux biens.

**17.5** Aucune construction ou plantation de végétaux à haute tige ne pourra être réalisée sur le tracé du branchement, l'usager ou le propriétaire risquant en outre d'endommager le branchement ce qui entraînerait sa responsabilité.

**17.6** Le propriétaire assure l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties privées à partir du point de livraison.

## **Article 18 - RESPONSABILITES**

**18.1** L'usager assure la garde et la surveillance des parties de branchements situées à l'intérieur des propriétés privées et doit prendre toute mesure utile pour les préserver du gel (mise en place d'éléments isolants, mise hors gel des parties intérieures d'habitation comportant des compteurs,...). Il incombe à l'usager de prévenir immédiatement RESEAU<sub>31</sub> de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

**18.2** RESEAU<sub>31</sub> est responsable des dommages pouvant résulter du fonctionnement des branchements dans les cas suivants :

- **A)** : lorsque le dommage a été produit par la partie du branchement située dans le domaine public.
- **B)** : lorsque RESEAU<sub>31</sub> a été informé d'une fuite ou d'une autre anomalie de fonctionnement concernant la partie du branchement située dans les propriétés privées et qu'il n'est pas intervenu.

La responsabilité de RESEAU<sub>31</sub> ne pourra être recherchée dans les autres cas de fuite ou de mauvais fonctionnement des branchements.

**18.3** Dans le cas où il serait reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions de RESEAU<sub>31</sub> pour l'entretien ou la réparation seront à la charge de l'usager.

**18.4** La responsabilité du service ne couvre pas les altérations susceptibles de survenir dans les installations privées au-delà du point de livraison.

## **Article 19 - MODIFICATIONS DES BRANCHEMENTS**

La modification d'un branchement ne peut résulter que de l'accord de RESEAU<sub>31</sub> qui peut s'y opposer dans le cas où le projet présenté ne serait pas compatible avec l'exécution du service public. Lorsque la modification est acceptée, elle est réalisée dans les mêmes conditions que la construction d'un nouveau branchement, aux frais du demandeur.

## **Article 20 - MANŒUVRE DES BRANCHEMENTS**

**20.1** En cas de fuite dans son installation intérieure, l'usager doit se limiter à fermer le robinet d'arrêt situé près du compteur. Les modalités financières de prise en compte des fuites intérieures sont reportées à l'article 49.

**20.2** En cas de fuite sur la partie publique de son branchement, l'usager doit prévenir immédiatement RESEAU<sub>31</sub> qui interviendra aussitôt et donnera éventuellement à l'usager les instructions nécessaires. La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à RESEAU<sub>31</sub> et interdite aux abonnés, usagers, propriétaires, ainsi qu'aux entreprises intervenant pour leur compte.

## **Article 21 - SUPPRESSION DEFINITIVE DES BRANCHEMENTS FERMES EN CAS D'OPERATIONS DE RENOVATION**

En cas de renouvellement des canalisations publiques ou d'opération de rénovation des parties publique des branchements, les branchements fermés dans les conditions inscrites à l'article 11 ne sont pas rénovés et peuvent être à la place supprimés sur simple décision de RESEAU<sub>31</sub>.

## **CHAPITRE IV - COMPTEURS**

### **Article 22 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES COMPTEURS**

**22.1** La constatation de la quantité d'eau fournie à chaque usager n'a, sauf dérogation réglementaire, lieu qu'au moyen d'un compteur. Pour un même branchement, le nombre et les caractéristiques du ou des compteurs sont fixés par RESEAU<sub>31</sub>.

**22.2** Conformément à l'article 15, les compteurs individuels et principaux sont des ouvrages publics et font partie des branchements. Ils sont fournis, posés, vérifiés, entretenus, relevés et renouvelés par RESEAU<sub>31</sub> dans les conditions précisées par les articles 22 à 29.

Il est interdit de déplacer le compteur, d'enlever les plombs ou le dispositif de relève à distance de l'index ou de se livrer à des manipulations frauduleuses, au risque de s'exposer à des sanctions financières et pénales. Outre les poursuites judiciaires qui pourront être engagées par RESEAU<sub>31</sub>, les frais de réparation et de remplacement du compteur qui résultent de malveillance ou négligence seront mis intégralement à la charge des auteurs de ces malveillances ou négligences. L'abonné est tenu de signaler toute panne de compteur. En cas d'arrêt du compteur, il lui est facturé un volume forfaitaire pour la période d'arrêt du compteur sur la base de la consommation constatée pendant la même période de l'année précédente, ou, à défaut, sur la base d'une estimation de RESEAU<sub>31</sub>. L'abonné peut toutefois demander la modification de ce forfait sur la base d'éléments factuels (modification de la composition du foyer, ...).

Les agents de RESEAU<sub>31</sub> ont accès à tout moment aux compteurs. L'abonné en est avisé et est tenu d'accorder toute facilité à cet effet. Faute de laisser l'accès, l'abonné peut être astreint au remboursement des frais engagés par RESEAU<sub>31</sub> (déplacement et frais horaires) décrits à l'article 48.2.

### **Article 23 - EMPLACEMENT DES COMPTEURS**

**23.1** Lors de la réalisation de nouveaux branchements ou de la modification de branchements existants, le compteur sera placé, sauf décision contraire de RESEAU<sub>31</sub> (conditions techniques, ...), dans un regard en limite du domaine public, qui, dans tous les cas, sera à l'abri du gel. L'accessibilité au compteur (entretien, réparation, relève) doit répondre aux normes de sécurité et aux prescriptions de RESEAU<sub>31</sub>.

**23.2** Le vide sanitaire ne constitue pas un emplacement pour un compteur ni un passage pour le réseau public d'eau potable.

**23.3** Dans le cas de l'individualisation des abonnements en immeubles collectifs, l'emplacement des compteurs individuels sera défini par RESEAU<sub>31</sub> en accord avec le ou les propriétaires des immeubles, la pose des compteurs étant subordonnée au respect des conditions fixées au chapitre VI.

## **Article 24 - PROTECTION DES COMPTEURS**

Lorsque le compteur n'est pas placé à l'intérieur d'un bâtiment, il doit être abrité dans un regard. L'emplacement du compteur et la protection réalisée lors de sa pose doivent également tenir compte des risques de choc et de gel.

L'utilisateur est tenu d'assurer la protection du compteur :

- **A)** : pour un compteur posé dans un regard, par le remblai correct du regard et le maintien du couvercle de celui-ci en position fermée,
- **B)** : pour un compteur posé au sein de locaux (cave, garage, ..), par le maintien hors gel et hors contraintes mécaniques extérieures (suspension d'objets, etc) de l'emplacement du compteur et de la partie publique du branchement.

A défaut d'une telle protection, tout dommage causé par un choc ou le gel pourra être réparé à ses frais.

## **Article 25 - COMPTEURS DES CONSTRUCTIONS COLLECTIVES**

Lorsque le propriétaire ou le gestionnaire d'une construction collective demande un abonnement pour la fourniture de l'eau à l'ensemble de la construction, la consommation d'eau est mesurée par un compteur général placé sur le branchement. Cette disposition est également applicable à la mesure des consommations d'eau et à la mise en place des compteurs des terrains de camping et des terrains aménagés pour les habitations légères de loisir. Les compteurs particuliers posés par le propriétaire ou le gestionnaire ne sont pas pris en compte par RESEAU<sub>31</sub>, mais sont considérés comme un élément factuel au sens des articles 22 et 29.

Dans le cas particulier où le propriétaire ou le gestionnaire d'un habitat collectif demande l'individualisation des abonnements, RESEAU<sub>31</sub>, en fonction de la situation, exigera le maintien ou la pose d'un compteur principal.

## **Article 26 - REPLACEMENT DU SYSTEME DE COMPTAGE**

**26.1** Le remplacement des systèmes de comptage (compteurs et dispositifs de relève à distance de l'index) est effectué par RESEAU<sub>31</sub> à ses frais :

- **A)** : à la fin de leur durée normale de fonctionnement,
- **B)** : lorsqu'une anomalie est détectée à la suite d'une vérification ou d'un arrêt du compteur,

**26.2** Le remplacement est effectué aux frais des usagers en cas de destruction ou de détérioration résultant :

- **A)** : de l'ouverture ou du démontage du compteur par leurs soins, opération relevant de la seule compétence de RESEAU<sub>31</sub>
- **B)** : de chocs extérieurs
- **C)** : de l'introduction de corps étrangers ne provenant pas du réseau de distribution d'eau,
- **D)** : de détérioration du compteur par retour d'eau chaude ou autres fluides.

**26.3** Le remplacement des compteurs est également effectué aux frais des abonnés lorsqu'ils en présentent la demande en vue d'obtenir un nouveau compteur mieux adapté à leurs besoins.

**26.4** Si l'abonné fait obstacle au remplacement par la collectivité de son compteur, il s'expose au remboursement des frais engagés par RESEAU<sub>31</sub> (déplacement et frais horaires) décrits à l'article 48.2.

## **Article 27 - RELEVES DES COMPTEURS MANUELS**

**27.1** La fréquence des relevés des compteurs des abonnés est au moins annuelle.

**27.2** Les usagers doivent accorder toute facilité aux agents chargés d'effectuer ces relevés. Si, à l'époque d'un relevé, ils ne peuvent accéder au compteur, ils laissent sur place à l'utilisateur, un avis de passage que l'abonné doit retourner complété à RESEAU<sub>31</sub> dans un délai maximal de trois jours. Cette



démarche peut également être réalisée sur le site internet : [www.reseau31.fr](http://www.reseau31.fr). Si l'index du compteur n'a pas été retourné dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente, ou à défaut, par référence à la consommation annuelle moyenne constatée dans le périmètre de RESEAU31. En cas d'impossibilité durable d'accéder au compteur, RESEAU31 met en demeure l'utilisateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, et fixe un rendez-vous afin de procéder à la lecture du compteur dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la lettre par l'abonné.

Lorsqu'un compteur n'a pu être relevé lors de deux passages consécutifs, RESEAU31 peut mettre à la charge de l'utilisateur le coût des démarches et des déplacements supplémentaires rendus nécessaires pour effectuer le relevé dans les conditions inscrites à l'article 48.2.

**27.3** En cas de changement de titulaire de l'abonnement ou de l'occupant, et en l'absence de relevé contradictoire, il peut être procédé à un relevé intermédiaire par RESEAU31 à l'initiative et à la charge des occupants.

**27.4** Dans le cadre de l'individualisation des abonnements en habitat collectif, il incombe au(x) propriétaire(s) ou à son (leur) représentant d'informer RESEAU31 des entrées et sorties des locataires et de toutes les informations y afférentes au moyen du formulaire adéquat (résiliation et souscription d'abonnement).

## **Article 28 - RELEVES DES COMPTEURS A DISTANCE**

**28.1** La fréquence des relevés des compteurs des abonnés est au moins annuelle. La relève à distance n'implique pas de passage obligatoire au domicile de l'utilisateur, sauf en cas de contrainte particulière ou de problème technique signalé par la tête émettrice du compteur.

**28.2** Les compteurs relevés à distance pourront également faire l'objet d'une lecture visuelle, auquel cas il convient d'appliquer les dispositions listées à l'article précédent. Si cette lecture visuelle est demandée par l'abonné, les frais y afférents (personnel, matériel, déplacement) lui sont intégralement facturés.

**28.3** En cas de changement de titulaire de l'abonnement ou de l'occupant, et en l'absence de relevé contradictoire, il peut être procédé à un relevé intermédiaire par RESEAU31 à l'initiative et à la charge des occupants.

**28.4** Dans le cadre de l'individualisation des abonnements en habitat collectif, il incombe au(x) propriétaire(s) ou à son (leur) représentant d'informer RESEAU31 des entrées et sorties des locataires et de toutes les informations y afférentes au moyen du formulaire adéquat (résiliation et souscription d'abonnement).

**28.5** Tout abonné ou personne morale peut demander la mise en place d'une relève à distance spécifique, dont les résultats lui sont transmis de manière électronique à une périodicité définie entre lui et RESEAU31. Les équipements nécessaires à la mise en place et au fonctionnement de ce service sont mis en place et entretenus par RESEAU31 aux frais de l'abonné selon les modalités arrêtées par RESEAU31.

## **Article 29 - VERIFICATION ET CONTROLE DES COMPTEURS**

**29.1** RESEAU31 pourra procéder à la vérification des compteurs selon les prescriptions ci-dessous, et aussi souvent qu'elle le juge utile. RESEAU31 informera l'abonné si sa consommation excède le double de celle observée, en moyenne, sur les trois dernières années, ou, par défaut, prévue pour ce type d'utilisateur.

RESEAU31 proposera, sur simple demande d'un abonné, dans le mois qui suit cet avertissement, une vérification suivant les modalités inscrites aux articles 29.2 et 29.3.

Tant que RESEAU31 n'aura pas fait suite à cette demande et prouvé le bon fonctionnement du compteur, ou tant que l'information ci-dessus n'a pas été apportée, l'abonné n'est pas tenu de payer la consommation dépassant le double de la consommation moyenne de ses trois dernières années, ou, à défaut, le double de la consommation moyenne prévue pour le type d'utilisateur qu'il représente.

**29.2** L'utilisateur a le droit de demander à tout moment le contrôle de l'exactitude des indications de son compteur. Ce contrôle est effectué sur place sous la forme d'un jaugeage par un agent de RESEAU31, en présence de l'utilisateur. En cas de contestation, l'utilisateur a la faculté de demander la

dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme indépendant accrédité. La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation applicable au compteur installé.

**29.3** En cas de contrôle demandé par l'utilisateur, si le compteur répond aux prescriptions et tolérances réglementaires, les frais sont à la charge de l'utilisateur. Ils comprennent le coût du jaugeage facturé par RESEAU<sub>31</sub> et, s'il y a lieu, le coût de la vérification facturé par l'organisme qui l'a réalisé, y compris les coûts annexes. Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais du contrôle sont supportés par RESEAU<sub>31</sub>. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée sur la période de dérive constatée, dans la limite maximale de deux ans. L'abonné peut toutefois demander la modification de ce forfait sur la base d'éléments factuels (modification de la composition du foyer, ..).

## CHAPITRE V - INSTALLATIONS INTERIEURES

### Article 30 - DEFINITION DES INSTALLATIONS INTERIEURES

Les installations intérieures comprennent :

- **A)** : toutes les canalisations d'eau privées et leurs accessoires, situés après le branchement tel que défini à l'article 15 à l'exception des compteurs secondaires posés dans le cadre de l'individualisation des abonnements en habitat collectif.
- **B)** : les appareils reliés à ces canalisations privées,
- **C)** : les installations de prélèvement d'eau (puits, ..) privées.

### Article 31 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES INSTALLATIONS INTERIEURES

Les installations intérieures ne sont pas des ouvrages publics et ne font pas partie du réseau public de distribution placé sous la responsabilité de RESEAU<sub>31</sub>.

Toutefois, RESEAU<sub>31</sub> peut intervenir dans les cas limitativement énumérés par les articles 32 à 36 et le chapitre VII.

Tous les travaux d'établissement et d'entretien des installations intérieures sont effectués conformément à la réglementation et aux normes en vigueur, selon les modalités choisies par les propriétaires des immeubles, et à leurs frais.

Les propriétaires sont seuls responsables des dommages causés au réseau de distribution d'eau potable ou à des tiers par le fonctionnement des réseaux intérieurs installés par leurs soins.

RESEAU<sub>31</sub> est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique ou de nature à créer des préjudices pour les tiers ou l'utilisateur (installations comportant des fuites manifestes, ...). RESEAU<sub>31</sub> ne saurait être tenu responsable des dommages causés par l'ouverture du branchement alors que les dommages causés aux tiers ou à l'utilisateur résultent des installations intérieures.

### Article 32 - CONTROLE DES INSTALLATIONS INTERIEURES

A tout moment, RESEAU<sub>31</sub> se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des installations intérieures d'alimentation en eau, quelle que soit leur origine, avec la réglementation en vigueur. Les frais afférents au contrôle peuvent être facturés au propriétaire. Les installations ayant été déclarées conformes par RESEAU<sub>31</sub> et non modifiées depuis la date du contrôle sont exonérées de la responsabilité exclusive définie à l'article 31, sauf modification de la réglementation applicable.

En cas de suspicion de contamination du réseau public par des installations privées, à tout moment, RESEAU<sub>31</sub> se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des installations intérieures d'alimentation en eau, quelle que soit leur origine, avec la réglementation et les normes

en vigueur. Les frais afférents au contrôle peuvent être facturés au propriétaire. Les installations ayant été déclarées conformes par RESEAU<sub>31</sub> et non modifiées depuis la date du contrôle sont exonérées de la responsabilité exclusive définie à l'article 31, sauf modification de la réglementation applicable. Le contrôle est obligatoire et tout obstacle mis par l'abonné, l'utilisateur ou le propriétaire quant à la réalisation de l'opération de contrôle, soit directement, soit par des manœuvres dilatoires (absences aux rendez-vous, ...) donne lieu à la facturation des démarches et déplacements nécessaires à l'exécution de la mission dans les conditions inscrites à l'article 48.2

### **Article 33 - APPAREILS INTERDITS**

RESEAU<sub>31</sub> peut mettre tout usager ou propriétaire en demeure, soit d'enlever ou de remplacer un appareil raccordé à son installation intérieure, soit d'ajouter un dispositif particulier de protection dans le cas où l'appareil endommagerait ou risque d'endommager le branchement, ou constitue un risque ou une gêne pour la distribution d'eau à d'autres usagers, en particulier si celui-ci provoque des variations de pression dans le réseau public, ou est susceptible d'occasionner sa pollution. Il est également préconisé que les robinets soient à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. En cas d'urgence, RESEAU<sub>31</sub> peut procéder à la fermeture provisoire du branchement pour éviter sa détérioration ou pour maintenir la continuité de la fourniture de l'eau à d'autres usagers. Si l'utilisateur ou le propriétaire ne prend pas immédiatement les mesures nécessaires, RESEAU<sub>31</sub> lui adresse une mise en demeure indiquant la date à laquelle la fermeture du branchement deviendra définitive.

### **Article 34 - ABONNES UTILISANT D'AUTRES RESSOURCES EN EAU**

Tout usager disposant, à l'intérieur des locaux ou de la propriété qu'il occupe, de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique, doit en faire la déclaration écrite à RESEAU<sub>31</sub>. Toute connexion directe (y compris munie d'un dispositif de clapet, de vanne ou de disconnexion de type BA ou inférieur) entre un réseau desservi par une ressource alternative en eau et un réseau desservi par le réseau public est formellement interdite conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental et de la réglementation relative à l'eau destinée à la consommation humaine. Les dispositifs éventuels de double alimentation par des ressources autres que le réseau public de distribution (puits, eau de pluie, ..) sont autorisés mais seront conformes aux normes françaises et européennes.

### **Article 35 - MISE A LA TERRE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

L'utilisation des canalisations d'eau pour la mise à la terre des appareils raccordés aux installations électriques est interdite pour les nouvelles installations et dans les autres cas prévus par la réglementation. Lorsqu'elle demeure tolérée pour des installations existantes, cette utilisation est effectuée sous la seule responsabilité de l'abonné et du propriétaire. En outre, le respect des dispositions suivantes est alors exigé :

- **A)** : la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sous-sol-jacent de l'immeuble,
- **B)** : la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement,
- **C)** : un manchon isolant de deux mètres de longueur droite doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre ; lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation repérées par ledit manchon isolant,
- **D)** : la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier ; une plaque apparente et placée près du compteur d'eau signale que la canalisation est utilisée comme conducteur.

En raison du risque d'électrification, RESEAU<sub>31</sub> procède à la fermeture provisoire du branchement si un désordre y est constaté et ce jusqu'à la mise en conformité de l'installation lorsqu'une des dispositions prévues par le présent article n'est pas appliquée.

#### **Article 36 - PROTECTION ANTI-RETOUR**

Les réseaux intérieurs ne doivent pas, du fait de leur conception, de leur réalisation ou de leur entretien, pouvoir occasionner la pollution du réseau public de distribution d'eau potable lors de phénomènes de retours d'eau. Il incombe au propriétaire des installations intérieures de se prémunir de tels phénomènes en installant un dispositif anti-retour adapté aux usages de l'eau, aux risques de retour d'eau encourus et répondant aux caractéristiques des normes en vigueur.

En vertu du principe de précaution, RESEAU<sub>31</sub> procède immédiatement à la fermeture du branchement jusqu'à la suppression de toutes les connexions illicites en cas d'infraction à l'alinéa précédent, ou à l'article 34 ou si RESEAU<sub>31</sub> ne peut s'assurer du respect de cette disposition.

### **CHAPITRE VI - CONTRÔLE DES RESEAUX PRIVES**

#### **Article 37 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES**

Les articles du présent chapitre sont applicables aux réseaux de distribution d'eau potable destinés à alimenter, à partir du réseau public, les habitations et les autres locaux faisant partie d'un lotissement ou d'une opération groupée de construction.

Les prescriptions techniques d'établissement des réseaux à prendre en compte par l'aménageur sont définies par RESEAU<sub>31</sub>.

Les articles 38 à 40 précisent les conditions de raccordement et d'intégration au domaine public des réseaux privés.

#### **Article 38 - RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC DES OPERATIONS SOUMISES A L'AUTORISATION D'AMENAGEMENT ET DES OPERATIONS GROUPEES DE CONSTRUCTION**

Les réseaux d'eau potable, assurant l'alimentation des habitations et autres locaux faisant partie d'un lotissement ou d'une opération groupée de construction à partir des réseaux publics d'eau potable, sont en règle générale mis en place dans les conditions suivantes :

- **A)** : la partie de ces réseaux constituée par les canalisations placées sous les espaces communs du lotissement ou du groupe de construction, notamment sous la voirie, est posée pour le compte de RESEAU<sub>31</sub> en vue de lui permettre de satisfaire la distribution d'eau à l'intérieur du lotissement concerné. RESEAU<sub>31</sub> ayant vocation à devenir propriétaire de ces réseaux et à ce titre maître d'ouvrage de ces derniers, ces réseaux sont mis en place sous la maîtrise d'ouvrage de RESEAU<sub>31</sub> mais financés par le constructeur ou le lotisseur selon les conditions réglementaires en vigueur.
- **B)** : le lotisseur peut réaliser seul les travaux de pose des réseaux. Dans ce cas, s'il le souhaite, la rétrocession des réseaux pourra être envisagée selon les conditions définies à l'article 39,
- **C)** : les conduites et autres installations reliant les canalisations mentionnées en A) aux installations intérieures des futurs abonnés, sont considérées comme des branchements. Toutes les dispositions du présent règlement concernant les branchements leur sont applicables.

### **Article 39 - CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC DES RESEAUX PRIVES**

En cas d'existence de réseaux privés, les lotisseurs ont la possibilité de demander leur intégration dans le patrimoine public, dans les conditions définies par la convention de rétrocession. RESEAU<sub>31</sub> se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art et aux exigences réglementaires et sanitaires. Dans le cas où des désordres ou non conformités sont constatés par RESEAU<sub>31</sub>, la mise en conformité sera effectuée par le constructeur ou le lotisseur, à ses frais avant toute intégration au patrimoine public. En cas de branchement posé pour la desserte du lotissement, le lotisseur reste seul titulaire de l'abonnement tant que le réseau n'a pas été rétrocédé ou qu'un transfert de l'abonnement par une tierce partie (association syndicale, ...) n'a été régulièrement enregistré.

Préalablement à la réalisation des réseaux privés, il est vivement conseillé que le lotisseur s'adresse à RESEAU<sub>31</sub> pour connaître les prescriptions techniques et toute information nécessaire à la conception des réseaux.

### **Article 40 - CAS DES LOTISSEMENTS NON RECEPTIONNES AVANT LA MISE EN APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT**

L'article 39 du présent règlement est applicable, notamment aux lotissements non réceptionnés avant la mise en application dudit règlement. Une décision de l'assemblée délibérante précisera les conditions de mise en conformité avant intégration dans le domaine public. Si les conditions fixées par l'assemblée délibérante sont remplies, l'intégration dans le domaine public sera prononcée. A défaut, les ouvrages resteront du seul ressort des propriétaires concernés.

## **CHAPITRE VII - DISPOSITIONS PARTICULIERES REGISSANT L'INDIVIDUALISATION DES ABONNEMENTS EN HABITAT COLLECTIF**

### **Article 41 - DEMANDE D'INDIVIDUALISATION DES ABONNEMENTS**

Le propriétaire d'un habitat collectif ou la copropriété peuvent demander l'individualisation des contrats de fourniture d'eau sous réserve des dispositions réglementaires en vigueur. L'individualisation ne peut se faire que si les conditions administratives, techniques et financières décrites dans le chapitre VII sont remplies. La demande d'individualisation doit être formulée par le propriétaire de l'immeuble ou la copropriété auprès de RESEAU<sub>31</sub>.

### **Article 42 - CONDITIONS PREALABLES A L'ABONNEMENT INDIVIDUEL EN IMMEUBLE COLLECTIF**

RESEAU<sub>31</sub> accorde un abonnement secondaire à chaque local (d'habitation, commercial ou collectif) de l'habitat collectif, sous réserve que le propriétaire et les occupants de l'immeuble aient rempli au préalable les conditions détaillées ci-après.

**42.1** Le respect des prescriptions techniques du service propre aux immeubles collectifs : configuration de l'environnement des compteurs, présence de dispositifs de protection contre les retours d'eau, ou autres contraintes. Ces prescriptions techniques seront remises au propriétaire lors de la demande d'individualisation et disponibles en permanence sur le site internet de RESEAU<sub>31</sub> ([www.reseau31.fr](http://www.reseau31.fr)).

**42.2** Pour que la demande d'individualisation puisse être instruite, il incombe au propriétaire de fournir à RESEAU<sub>31</sub>, outre le formulaire de demande d'individualisation signé, un dossier comprenant au minimum les pièces suivantes : descriptions des réseaux de distribution d'eau intérieurs (nature des matériaux, tracé, emplacement des dispositifs de protection, repérage des conduites, appareils raccordés ou autres dispositifs techniques) et un certificat de conformité technique et sanitaire des installations d'eau de l'immeuble. Ce certificat, établi par un organisme habilité, devra être conforme aux exigences du Code de la Santé Publique et aux prescriptions techniques remises par RESEAU<sub>31</sub>.

En cas de travaux, le propriétaire doit se mettre en rapport avec l'organisme réalisant un diagnostic de conformité sanitaire et soumettre les modifications proposées à RESEAU<sub>31</sub> pour validation. Les études ou travaux de mise en conformité de l'installation d'eau aux normes sanitaires ou prescriptions techniques de RESEAU<sub>31</sub> seront à la charge du propriétaire.

RESEAU<sub>31</sub> se réserve le droit de procéder à une visite de contrôle des installations, notamment après exécution des travaux, et peut exiger la présentation d'un certificat de conformité y relatif. La demande d'individualisation devra être confirmée dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires. Il est accusé réception de la demande formulée par le propriétaire ou la copropriété. L'information des occupants incombe au propriétaire ou à la copropriété.

**42.3** Les souscriptions initiales de l'abonnement principal et des abonnements secondaires par l'ensemble des occupants des points de comptage individuels doivent se faire de façon simultanée. Le propriétaire devra donc obtenir et fournir à RESEAU<sub>31</sub> l'accord et la signature des contrats d'abonnement de tous les occupants. L'individualisation des abonnements ne pourra être mise en place que si tous les propriétaires et locataires ont signé leur demande d'abonnement secondaire et le propriétaire la demande d'abonnement principal. Dès lors, ils prendront la qualité d'abonné du service.

### **Article 43 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE**

Le propriétaire est maître d'ouvrage des travaux de mise aux normes et de pose des systèmes de comptage secondaires. RESEAU<sub>31</sub> peut, sur demande du propriétaire, installer aux frais de ce dernier, les dispositifs de comptage secondaires adaptés à la situation de l'immeuble. L'installation des compteurs doit se faire conformément aux règles générales sur les dispositifs de comptage décrites dans le chapitre IV et aux prescriptions techniques fournies par RESEAU<sub>31</sub>.

Les compteurs secondaires ne pourront être rétrocédés à la collectivité que si leurs caractéristiques techniques et conditions de pose correspondent aux prescriptions techniques de RESEAU<sub>31</sub>.

RESEAU<sub>31</sub> se réserve le droit de participer au suivi de l'exécution des travaux et/ou à la visite de réception par le maître d'ouvrage. L'emplacement des compteurs secondaires sera défini par RESEAU<sub>31</sub> en accord avec le propriétaire.

#### **Article 44 - FACTURATION DES CONSOMMATIONS**

Le volume facturé au souscripteur de l'abonnement principal est égal à la différence du volume relevé au compteur principal et de la somme des volumes relevés sur les compteurs secondaires.

Le volume facturé au souscripteur d'un abonnement secondaire est égal au volume relevé au compteur secondaire qui lui est propre.

#### **Article 45 - RESPONSABILITES EN DOMAINE « PRIVE » DE L'IMMEUBLE**

##### **45.1 Parties communes de l'immeuble :**

RESEAU<sub>31</sub> assure l'entretien et le renouvellement des dispositifs de comptage principaux et secondaires et des dispositifs de relevé à distance de l'index. Le propriétaire de l'immeuble ou la copropriété, en tant qu'abonné principal :

- **A)** : a la garde et la surveillance de toutes les installations situées dans les parties communes de l'immeuble, y compris les installations entretenues par RESEAU<sub>31</sub>,
- **B)** : doit notamment informer sans délai RESEAU<sub>31</sub> de toutes les anomalies constatées sur le branchement, les dispositifs de comptage principal ou secondaire, ou les dispositifs de relève à distance de l'index,
- **C)** : est seul responsable de tous les dommages causés sur les installations ou ouvrages situés dans les parties communes de l'immeuble,
- **D)** : est responsable de l'entretien, du renouvellement et de la mise en conformité des installations intérieures situées en partie commune de l'immeuble,
- **E)** : est responsable, en cas de défaillance de la surveillance de ces installations et ouvrages, des dommages et de leurs conséquences matérielles et immatérielles en résultant.

##### **45.2 Locaux individuels :**

Le propriétaire de l'immeuble ou la copropriété fait son affaire de la répartition des responsabilités de surveillance, d'entretien et de renouvellement des installations entre lui et les abonnés secondaires suivant les règles de droit ou contractuelles en cours dans l'immeuble.

#### **Article 46 - RESILIATION DES ABONNEMENTS PRINCIPAUX ET SECONDAIRES**

**46.1** Le propriétaire de l'habitat collectif ou la copropriété peut demander la résiliation de l'abonnement principal et des abonnements secondaires avec un préavis de trois mois, après envoi d'un courrier de résiliation en recommandé avec accusé de réception.

**46.2** Cette résiliation entraîne la transformation immédiate de l'abonnement principal d'immeuble en abonnement individuel et la résiliation de l'ensemble des abonnements secondaires. Le propriétaire de l'habitat collectif ou la copropriété devient l'abonné titulaire de l'abonnement individuel. Aucun titulaire d'abonnement secondaire ne pourra, de ce fait, exercer de recours contre RESEAU<sub>31</sub>. En cas de résiliation, les compteurs individuels seront cédés par RESEAU<sub>31</sub> au propriétaire. Ils perdront leur caractère d'ouvrage public. RESEAU<sub>31</sub> ne sera pas tenue de remettre en état les installations intérieures privées.

**46.3** En cas de non-respect par le propriétaire ou son représentant des clauses des articles 41 à 45 ou de la convention d'individualisation, ou en cas de non-respect par un occupant de ces mêmes conditions, sans qu'il soit mis fin au désordre dans un délai de 3 mois après mise en demeure, RESEAU<sub>31</sub> peut mettre fin à l'individualisation sans autre préavis. Les conditions de l'alinéa 46.2 sont alors immédiatement appliquées. L'inspection décrite à l'article 32 peut également être déclenchée pour vérifier la mise en place des mesures demandées.

### Article 47 - FIXATION DES TARIFS

#### 47.1 Interventions

RESEAU<sub>31</sub> fixe par délibération, le montant ou l'assiette des tarifs des différentes interventions, notamment :

- **A)** : des frais d'accès au réseau (article 9),
- **B)** : le cas échéant, les frais de contrôle des installations intérieures (article 32),
- **C)** : de l'usage de prises d'eau visées à l'article 14,
- **D)** : d'une demande de relevé intermédiaire (article 27),
- **E)** : du dispositif de relève spécifique (article 28.5),

#### 47.2 Fourniture d'eau

La fourniture d'eau (article 6) fait l'objet d'une facture eau comprenant :

- **A)** : d'une part fixe affectée à l'entretien et à l'amélioration des ouvrages, des réseaux et des compteurs,
- **B)** : d'une part variable proportionnelle à la consommation,
- **C)** : des redevances Agence de l'Eau : pollution, et le cas échéant la redevance pour prélèvement,

Ces tarifs sont fixés par délibération de RESEAU<sub>31</sub>, sauf les redevances Agence de l'Eau qui sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Adour Garonne et lui sont reversées.

La redevance d'assainissement, instituée par RESEAU<sub>31</sub> dans le cadre du service public d'assainissement, peut apparaître sur la facture d'eau, sauf pour les abonnés cités à l'article 2.4. Les conditions de sa détermination et de sa facturation sont inscrites dans le règlement du service d'assainissement.

Le détail des tarifs est disponible sur le site internet [www.reseau31.fr](http://www.reseau31.fr) ou par téléphone auprès des centres d'exploitation de RESEAU<sub>31</sub>.

Le prix au litre toutes taxes comprises, hors abonnement apparaît également sur la facture.

### Article 48 - FRAIS REELS REPERCUTES A L'USAGER

#### 48.1 Interventions

Sont également répercutés à l'utilisateur, les frais réels résultant notamment :

- **A)** : de la réalisation ou de la modification à sa demande de la partie publique d'un branchement individuel (articles 16 et 19),
- **B)** : d'une intervention sur le branchement public (réparation) si elle est rendue nécessaire par la malveillance, l'imprudence ou la négligence de l'utilisateur (article 18),
- **C)** : le cas échéant, du remplacement des systèmes de comptage (article 26), ou de leur relevé (article 27.2),
- **D)** : de la fermeture du branchement à la suite d'une infraction commise par l'abonné ou d'un défaut de paiement (articles 18, 22, 33, 34, 56, 57, 65),
- **E)** : de la réouverture du branchement à la suite d'une fermeture pour l'une des causes susmentionnées,
- **F)** : des opérations de fermeture du branchement à la demande de l'utilisateur (article 10),

Les frais ou participations réclamés au propriétaire le cas échéant par le gestionnaire de la voirie ou autres intervenants ne sont pas perçus par RESEAU<sub>31</sub>.



#### 48.2 Obstruction ou manœuvres dilatoires d'opposition

Il appartient au propriétaire de permettre aux agents de RESEAU31 d'accéder aux installations dont il assure le contrôle ou l'entretien, en particulier dans le cadre des articles 4, 22.2, 26.4, 27.2 et 32. En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions des agents de RESEAU31, le propriétaire est susceptible de se voir opposer, en sus des éventuelles poursuites pénales, un montant équivalent aux frais engagés par RESEAU31 (contributions liées au personnel et au matériel utilisé notamment) pour chaque passage sur place ayant fait l'objet d'un obstacle aux missions. On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions, toute action du propriétaire ou de l'occupant de l'immeuble contrôlé ayant pour effet de s'opposer à la réalisation des missions de RESEAU31, en particulier :

- Refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- Absences aux rendez-vous fixés à partir du 2<sup>ème</sup> rendez-vous sans justification,
- Report des rendez-vous fixés à compter du 4<sup>ème</sup> report, ou du 3<sup>ème</sup> report si une visite a donné lieu à une absence.

Par ailleurs, en l'absence de prise de contact sous 15 jours après 2 relances dont une relance avec accusé de réception, les agents de RESEAU31 se présentent sur les lieux sans rendez-vous. En cas d'absence, un avis de passage sera déposé sur les lieux, indiquant la date d'un nouveau passage programmé dans un délai minimum de sept jours. Chaque passage pour lequel le contrôle n'aura pu être réalisé sera facturé sur la base d'un montant équivalent aux frais engagés par RESEAU31 (frais liés au matériel et moyens mis en œuvre notamment) pour chaque passage sur place ayant fait l'objet d'un obstacle aux missions.

#### Article 49 - PERTES D'EAU

##### 49.1 Aucun remboursement sur facture ne sera accordé en cas de fuite :

- **A)** : due à un appareil ménager, un équipement sanitaire ou un équipement de chauffage, ou aux joints de ces appareils,
- **B)** : due à un robinet extérieur ou d'un tuyau d'arrosage,
- **C)** : due à des installations desservant exclusivement les parties communes d'un immeuble,
- **D)** : dans un local industriel ou commercial,

49.1 Concernant les locaux d'habitation (au sens de la réglementation), et les locaux publics, une fuite sur canalisation après compteur qui ne correspond pas aux cas d'exclusion citées en 49.1 peut donner lieu à une remise. Dans ce cas l'abonné paiera au maximum deux fois la consommation moyenne habituelle, définie par la moyenne arithmétique de ses consommations sur les trois dernières années. Sont en particulier concernées, les fuites suivantes :

- **A)** : les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale,
- **B)** : les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc ...) lorsque les dépendances concernées réunissent cumulativement deux conditions : a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ; b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement,
- **C)** : les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement,

Cette remise, sera accordée sous réserve de la production par l'abonné d'une attestation d'une entreprise ou organisme compétent en matière de plomberie précisant la réparation, la date et la

localisation de la fuite. Au cas où la comparaison des consommations ne serait pas possible, RESEAU<sub>31</sub> se réserve le droit d'effectuer une estimation de cette moyenne par comparaison avec les autres abonnés de son immeuble ou, à défaut, du secteur géographique local. L'abonné peut toutefois demander la modification de cette estimation sur la base d'éléments factuels (modification de la composition du foyer, ...).

## CHAPITRE IX - PAIEMENTS

### Article 50 - REGLES GENERALES

**50.1** En cas de cession d'immeuble raccordé au réseau, l'ancien propriétaire doit obligatoirement déclarer par écrit à RESEAU<sub>31</sub> le transfert de l'immeuble,

**50.2** L'abonné doit mettre fin à son abonnement dans les conditions définies à l'article 10.2. S'il omet cette formalité, RESEAU<sub>31</sub> continuera d'établir les factures à son nom tant qu'un nouvel abonnement n'aura pas été souscrit pour l'immeuble concerné,

**50.3** En cas de décès de l'abonné, ses héritiers ou ayants droit restent redevables vis-à-vis de RESEAU<sub>31</sub> de toutes les sommes dues au titre de l'abonnement.

### Article 51 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

La facturation est réalisée sur la base de deux factures par an, l'une basée sur une estimation des consommations de l'utilisateur au regard de ses consommations antérieures (l'abonné peut toutefois en demander la révision en cas de modification de sa consommation par rapport à ses habitudes antérieures), et l'autre basée sur la relève du compteur, le cas échéant modifiée dans les conditions inscrites à l'article 29.1.

Chaque facture comprend une part fixe due pour la période réputée facturée, et un tarif proportionnel selon la consommation de l'abonné. RESEAU<sub>31</sub> est autorisé à facturer, via le Trésor Public, des acomptes mensuels avec l'accord de l'utilisateur. Les conventions particulières conclues pour des abonnements industriels peuvent prévoir des modalités spéciales de paiement des factures d'eau.

### Article 52 - PAIEMENT DES AUTRES PRESTATIONS

Le montant des prestations autres que la fourniture d'eau, assurées par RESEAU<sub>31</sub>, est dû dès leur réalisation. Il est payable sur présentation de factures établies par RESEAU<sub>31</sub>.

### Article 53 - ECHEANCE DES FACTURES

Le montant correspondant à la fourniture d'eau et aux prestations assurées par RESEAU<sub>31</sub> doit être acquitté au terme de l'échéance indiquée sur la facture, ce délai étant au minimum de 14 jours.

### Article 54 - RECLAMATIONS

Chacune des factures établies par RESEAU<sub>31</sub> comporte une rubrique indiquant l'adresse des services techniques ou administratifs où les réclamations sont reçues. Toute réclamation doit être envoyée par écrit à cette adresse, ou électroniquement via le site internet de RESEAU<sub>31</sub> ([www.reseau31.fr](http://www.reseau31.fr)), et comporter les références du décompte contesté. RESEAU<sub>31</sub> est tenu de fournir une réponse écrite motivée à chaque réclamation, dans le délai maximum de 15 jours à compter de sa réception, sauf si la réclamation nécessite des investigations particulières, auquel cas un accusé de réception sera adressé au demandeur. L'abonné peut demander un sursis de paiement.

## **Article 55 - DIFFICULTES DE PAIEMENT**

**55.1** Les usagers en difficulté financière s'adressent au Trésor Public, seul habilité à accorder des délais de paiement,

**55.2** RESEAU<sub>31</sub> oriente les usagers concernés vers les services sociaux compétents et le Trésor Public pour examiner leur situation. Lorsque ces abonnés apportent la preuve qu'ils ont déposé leur dossier, toute mesure d'interruption de la fourniture d'eau est suspendue jusqu'à ce que les services sociaux aient statué. RESEAU<sub>31</sub> en informe le Trésor Public.

## **Article 56 - DEFAUTS DE PAIEMENT**

Si les sommes dues par un abonné ne sont pas payées dans le délai fixé à l'article 53 :

- **A)** : Le Trésor Public relancera les débiteurs avec une échéance à 15 jours minimum, une relance spécifique pouvant être réalisée pour l'eau comme pour l'assainissement,
- **B)** : RESEAU<sub>31</sub> pourra, 20 jours après mise en demeure de l'abonné (incluant les possibilités inscrites à l'article précédent), en vertu de l'exception de l'inexécution des contrats, restreindre ou suspendre la fourniture d'eau jusqu'au paiement des sommes dues, y compris les intérêts de retard, les frais correspondant à l'intervention sur le branchement et les frais engagés pour le recouvrement. Le présent alinéa ne s'applique toutefois pas aux immeubles (ou logements dans le cas d'une individualisation des contrats) à usage d'habitation principale. Les sommes restent donc dues, même en l'absence de coupure d'eau.
- **C)** : L'agent comptable poursuivra le recouvrement des sommes dues par tous moyens de droit,

## **Article 57 - REMBOURSEMENTS**

Les abonnés peuvent demander le remboursement des trop-payés en adressant une demande à RESEAU<sub>31</sub> dans les conditions réglementaires de délai. Sauf en cas d'erreur manifeste, le remboursement de trop-payés n'ouvre pas droit à des intérêts ou à des indemnités.

Lorsque la demande de remboursement est justifiée, RESEAU<sub>31</sub> verse la somme correspondante à l'abonné dans un délai compatible avec la mise en œuvre des procédures de la comptabilité publique.

### Article 58 - INTERRUPTION DE LA FOURNITURE D'EAU

Aucune indemnité ne sera consentie par RESEAU<sub>31</sub> pour les troubles de toute nature liés à l'interruption partielle ou totale de la fourniture d'eau d'une durée inférieure à 48 heures, en particulier dans les cas suivants :

- **A)** : lorsque l'interruption de la fourniture d'eau résulte d'un cas de force majeure tel que notamment, sécheresse exceptionnelle, rupture imprévisible d'une conduite, pollution accidentelle de la ressource, coupure d'électricité,
- **B)** : lorsque ces abonnés ont été informés au moins 24 heures à l'avance d'une interruption de la fourniture d'eau décidée pour permettre la réalisation de travaux indispensables et en cas d'urgence (sans condition de préavis alors nécessaire),
- **C)** : lorsque l'interruption de la fourniture d'eau a été nécessaire pour alimenter les moyens mis en place pour lutter contre l'incendie.

Dans les autres cas, si la durée de l'interruption excède 24 heures, la collectivité sera tenue au remboursement des abonnés au prorata temporis de la partie fixe du tarif de fourniture en cas d'interruption de la fourniture d'eau ne faisant pas suite aux cas énumérés ci-dessus.

Dans tous les cas, RESEAU<sub>31</sub> est tenue de mettre en œuvre tous les moyens dont elle peut disposer pour rétablir la fourniture de l'eau dans les plus brefs délais.

### Article 59 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION

RESEAU<sub>31</sub> est tenu, sauf cas particuliers signalés à l'article 58, de maintenir en permanence une pression minimale compatible avec les usages normaux de l'eau des abonnés. Cependant, les abonnés doivent accepter sans pouvoir demander aucune indemnité :

- **A)** : des variations de faible amplitude pouvant survenir à tout moment en service normal,
- **B)** : une modification permanente de la pression moyenne, RESEAU<sub>31</sub> ayant l'obligation de prévenir le propriétaire des installations dans un délai minimum de quinze jours avant la modification,

En cas de nécessité, les usagers peuvent faire procéder à la mise en place de surpresseurs ou de réducteurs de pression sur leurs installations intérieures. Ces installations ne doivent être à l'origine d'aucune nuisance hydraulique ou sanitaire tant pour le réseau public de distribution d'eau potable que pour l'installation intérieure de l'usager, conformément aux articles 31, 33 et 36 ci-dessus. La pose et l'entretien de ces appareils est à la charge des usagers.

### Article 60 - DEMANDE D'INDEMNITES

Les demandes d'indemnité pour les troubles de toute nature liés à l'interruption partielle ou totale de la fourniture d'eau ou variation exceptionnelle de pression doivent être adressées par les abonnés à RESEAU<sub>31</sub>, en y joignant toutes les justifications nécessaires. L'absence de réponse de RESEAU<sub>31</sub> dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. En cas de désaccord, le litige sera soumis au Tribunal compétent.

### Article 61 - EAU NON CONFORME AUX CRITERES DE POTABILITE

Lorsque des contrôles révèlent que la qualité de l'eau distribuée n'est pas conforme aux valeurs limites fixées par la réglementation, sous réserve des obligations légales, RESEAU<sub>31</sub> :

- **A)** : communiquera aux abonnés toutes les informations émanant des autorités sanitaires, entre autres par le biais de l'affichage des analyses en mairie,
- **B)** : informera les abonnés sur les précautions nécessaires éventuelles à prendre. Le mode d'information sera adapté à la gravité et à l'étendue du problème rencontré (démarchage individuel des usagers, envoi d'un courrier, appel téléphonique, téléalerte...),
- **C)** : mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose pour rétablir aussi rapidement que possible la distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation. Une eau bénéficiant d'une dérogation préfectorale autorisant sa distribution est considérée comme conforme.

L'eau délivrée par RESEAU<sub>31</sub> est destinée à une consommation humaine et à un usage domestique. RESEAU<sub>31</sub> ne saurait être tenue pour responsable d'une qualité d'eau qui occasionnerait un préjudice dans le cadre d'une utilisation non domestique. Aussi, pour se prémunir de tout risque d'altération de sa qualité, les usagers non domestiques peuvent s'équiper des traitements qu'ils jugent appropriés à leur process.

**Article 62 - DEFENSE CONTRE L'INCENDIE**

**62.1 Service d'incendie**

Le service de défense contre l'incendie est un service communal. Il est distinct du service de distribution d'eau potable. Les dépenses y afférentes sont prises en charge par le budget communal. La Commune est tenue d'assurer le contrôle du bon fonctionnement et de la signalisation des prises d'incendie ainsi que leur accessibilité. La vidange des bouches est de son ressort. Elle est également tenue de réparer ou faire réparer les défauts constatés. Elle peut toutefois charger RESEAU<sub>31</sub> de la pose, de la réalisation, du contrôle et de l'entretien des prises d'incendie.

**62.2 Consignes en cas d'incendie**

En cas d'incendie, et jusqu'à l'extinction de ce dernier, les conduites principales pourront être fermées dans des rues entières, sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à un dédommagement. De même, il pourra être demandé aux abonnés de s'abstenir d'utiliser leur branchement.

Si des conduites intérieures ont dû être mises à la disposition des services d'incendie, la quantité d'eau employée pour l'extinction du feu ne sera pas décomptée à l'abonné. L'excédent de consommation résultant de l'incendie sera calculé par comparaison avec la consommation de la même période de l'année précédente.

**62.3 Dispositifs privés de défense contre l'incendie**

Concernant les dispositifs privés de défense contre l'incendie, l'abonné ne peut rechercher RESEAU<sub>31</sub> en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses installations et notamment de ses prises d'incendie. Il lui appartient d'en vérifier, aussi souvent que nécessaire, le bon état de marche, y compris le débit et la pression de l'eau. Les dispositifs privés de défense contre l'incendie devront néanmoins respecter les dispositions inscrites à l'article 36.

### **Article 63 - INFRACTIONS ET POURSUITES**

Les agents de RESEAU<sub>31</sub> sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils sont habilités à faire toutes vérifications. Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents de RESEAU<sub>31</sub>, soit par le représentant légal de RESEAU<sub>31</sub>. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

### **Article 64 - MESURES DE SAUVEGARDE PRISES PAR LA COLLECTIVITE**

En cas de non-respect des dispositions du présent Règlement, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi, est mise à la charge de l'abonné. RESEAU<sub>31</sub> pourra mettre en demeure l'abonné par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser tout trouble dans un délai inférieur à 48 heures. En cas d'urgence, ou lorsque les troubles sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être fermé, après constat d'un agent de RESEAU<sub>31</sub>, sur décision du représentant de RESEAU<sub>31</sub>.

### **Article 65 - FRAIS D'INTERVENTION**

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'eau, les dépenses de tous ordres occasionnés au service seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts. Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront :

- **A)** : les opérations de recherche du responsable,
- **B)** : les frais nécessités par la remise en état des ouvrages.

Elles sont déterminées en fonction du temps passé, des fournitures mises en œuvre, du personnel engagé et du matériel déplacé.

**Article 66 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS**

En cas de litige, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir la juridiction compétente. Sous réserve de procédures légales imposant éventuellement un recours préalable auprès de RESEAU31, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au représentant légal de RESEAU31. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Tout usager ou ayant droit du service peut, par ailleurs, saisir le médiateur de RESEAU31 par écrit (à l'adresse postale de RESEAU31) en cas de différend.

**Article 67 - DATE D'APPLICATION**

Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa réception par l'abonné. Il s'applique aux abonnements en cours et à venir. Ce règlement sera adressé aux abonnés et remis à chaque nouvel abonné à l'occasion du dépôt d'une demande de raccordement ou d'abonnement contre récépissé.

Il sera également adressé à tout abonné sur simple demande formulée auprès de RESEAU31 et disponible sur le site [www.reseau31.fr](http://www.reseau31.fr).

Tout règlement antérieur est abrogé à compter de la date d'application du présent règlement.

**Article 68 - MODIFICATION DU REGLEMENT**

RESEAU31 peut, par délibération, modifier ou déroger au présent règlement ou adopter un nouveau règlement. Dans ce cas, RESEAU31 procède immédiatement à la mise à jour du règlement.

RESEAU31 doit, à tout moment, être en mesure d'adresser aux abonnés qui en formulent la demande, le texte du règlement tenant compte de l'ensemble des modifications adoptées. L'ensemble des modifications est notifié aux abonnés dans les conditions définies en préambule. Tout cas particulier non prévu au règlement, sera soumis à RESEAU31 pour décision.

**Article 69 - APPLICATION DU REGLEMENT**

RESEAU31 et ses agents sont chargés de l'exécution du présent règlement. En cas de litige portant sur l'application du présent règlement, les abonnés peuvent adresser leurs requêtes à RESEAU31 sans préjudice des recours de droit commun qui leur sont ouverts.



**ANNEXE – TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU PRESENT REGLEMENT (LISTE NON EXHAUSTIVE)**

Article du règlement d'eau potable	Référence
3.6	Arrêté ministériel du 11/01/2017
4.6.2	Articles L121-21-5 et L121-16 du code de la consommation (exécution anticipée des prestations)
5.1	Loi 78-17 « Informatique et libertés »
6.2 ; 6.4 ; 6.8 ; 7.3 ; 8.1 ; 26 ; 29.2 ; 47 ; 48	Code de la consommation articles 111.1, 113.3, 121.21
6.7	Code Civil, article 1165
8.5	Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2224-7 et suivants Règlement Sanitaire Départemental
29.3	Code Général des Collectivités Territoriales, article L2224-12-4
31 ; 32 ; 34 ; 39	Code de la Santé Publique, article R1321-57 Règlement Sanitaire Départemental
35	Code de la Santé Publique, article R1321-59 Règlement Sanitaire Départemental
38	Code de l'Urbanisme, article L332-15
41	Loi 2014-366 dite « ALUR » article 59
41 ; 42.2 ; 49.1	Loi 2000-1208 « SRU », article 93
49.1	Code de la construction et de l'habitation, article R111-1-1 Code Général des Collectivités Territoriales, article L2224-12-4
55	Code Général des Collectivités Territoriales, article L1617-5
56	Décret 2008-780
58	Code de la Sécurité Intérieure, article L732-1
61	Arrêté ministériel du 11/01/2017